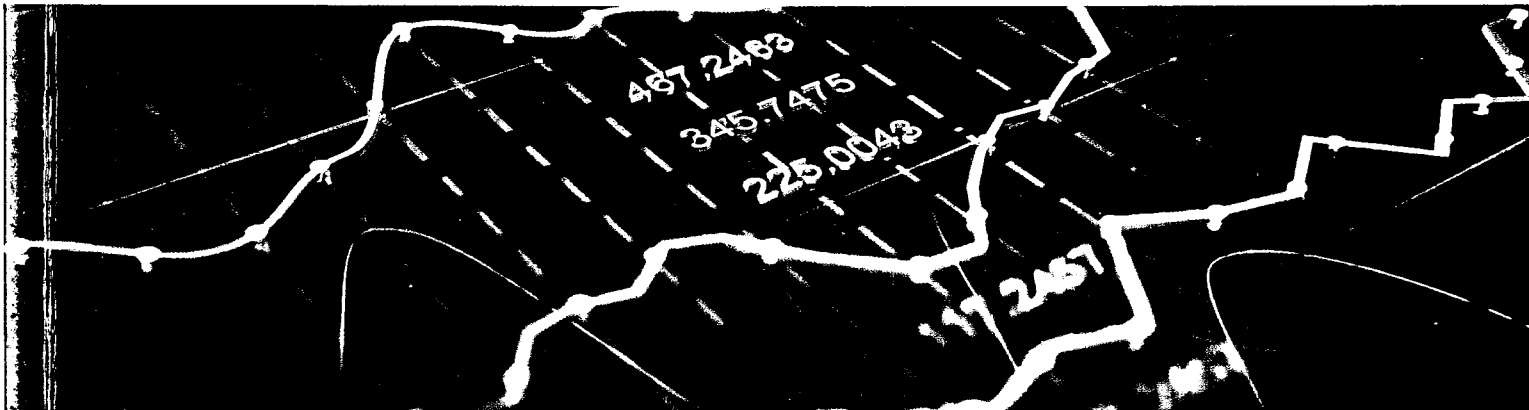


2014/1

Février 2014

Revue internationale des services financiers International review of financial services



ÉDITORIAL

Thierry Bonneau, Régis Vabres

DOSSIER : LA PROTECTION DES ACTIFS DE L'INVESTISSEUR

I. Le rôle des prestataires dans la protection des actifs de l'investisseur

Le rôle du gestionnaire : Jean-Marc Moulin, Stéphane Rousseau, Isabelle Riassetto, Gilles Kolfrath et Anaïs Fournier

Le rôle du dépositaire : Katrin Deckert et Anastasia Sotiropoulou, Fabrice Buissière

II. La garantie des actifs de l'investisseur en cas de défaillance des prestataires

Surveiller les acteurs : Anne-Claire Rouaud, Philippe Allard et Geneviève Helleringer

Préserver les actifs : Myriam Roussille, Caroline Houin-Bressand, Pauline Pailler

CHRONIQUES

I. Régulation financière

Régulation européenne : Caroline Coupet, Konstantinos Sergakis

Régulation comparée : Matías Larrain, Natalia Erpyleva et Peter Vishnevskiy, Gabriela Bindi

II. Régulation bancaire

Régulation européenne : Myriam Roussille, Anne-Claire Rouaud, Caroline Houin-Bressand

Régulation internationale : Juliette Morel-Maroger

III. Régulation assurantielle

Régulation européenne : Pauline Pailler, Jérôme Chacornac

Régulation comparée : Miguel Montiel, Rafael Ibarra Garza et Daniel Rojas Tamayo

Régulation internationale : Jérôme Chacornac

IV. Régulation intersectorielle

Intégrité du marché : Anne-Dominique Merville, Martin Horion

V. Fiscalité des services financiers

Fiscalité directe et indirecte : Régis Vabres



bruylant

REVUE INTERNATIONALE DES SERVICES FINANCIERS

INTERNATIONAL REVIEW OF FINANCIAL SERVICES

Rédacteurs en chef / Editors-in-chief

Pauline PAILLER, *Professeur à l'Université de Reims*

Régis VABRES, *Professeur à l'Université de Bourgogne*

Comité de rédaction / Editorial Board

Katrin DECKERT, *Maître de conférences à l'Université de Paris Ouest La Défense*

Anastasia SOTIROPOULOU, *Maître de conférences à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)*

Anne-Claire ROUAUD, *Maître de conférences à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)*

Myriam ROUSSILLE, *Professeur à l'Université du Maine*

Anne-Dominique MERVILLE, *Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise*

Président du Conseil scientifique / Chair of the Scientific Council

Thierry BONNEAU, *Agrégé des facultés de droit, Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

Conseil scientifique / Scientific Council

Régis BISMUTH, *Professeur à l'Université de Poitiers / Professor at the University of Poitiers (France)*

Dora BLANCHET, *Chargée de mission aux affaires européennes (Autorité des marchés financiers) / Officer, European Affairs, Autorité des marchés financiers*

Bertrand BREHIER, *Responsable adjoint du département Réglementation Bancaire et Financière, Direction des affaires juridiques (Société générale), Professeur associé à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I) / Deputy head Banking and financial regulation (Société générale), Associate Professor at the University Paris I-Panthéon-Sorbonne (France)*

Alban CAILLEMER DU FERRAGE, *Avocat associé (Jones Day), Professeur associé à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) / Partner (Jones Day), Associate Professor at the University Paris II-Panthéon-Assas (France)*

Holger FLEISCHER, *Professeur à l'Institut Max Planck de Hambourg / Professor at the University of Hamburg (Max Planck Institute, Germany)*

Antoine GAUDEMET, *Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2) / Professor at the University of Panthéon-Assas (Paris 2) (France)*

Gilles KOLIFRATH, *Directeur juridique, Axa France / General Counsel, Legal, Tax & Compliance, Axa France*

Jonathan MARSCH, *Directeur juridique M&A et Financement (Total) / Vice President, Legal Director, Mergers, Acquisitions & Finance, Total*

Philippe-Emmanuel PARTSCH, *Avocat associé (Arendt & Medernach), Professeur à l'Université de Liège / European Competition & Financial Law Partner (Arendt & Medernach), Professor at the University of Liege (Belgium)*

Isabelle RIASSETTO, *Professeur à l'Université du Luxembourg / Professor at the University of Luxembourg*

Myriam ROUSSILLE, *Professeur à l'Université du Maine / Professor at the University of Maine (France)*

Stéphane ROUSSEAU, *Professeur à l'Université de Montréal / Professor at the University of Montreal (Canada)*

Conditions d'abonnement pour 2014 / Terms of subscription for 2014

Prix d'abonnement / Subscription rate : 180 €

Prix du numéro simple / Price per issue : 50 €

Éditeur responsable / Responsible Editor

Marc-Olivier Lifrange, directeur général

Groupe Larcier sa - Rue des Minimes, 39 - B-1000 Bruxelles

Commandes / Orders

Larcier Distribution Services sprl

Rue des Minimes, 39 - B-1000 Bruxelles

Tél. : 0800/39 067 (+32 2 548 07 13) - Fax : 0800/39 068 (+32 2 548 07 14) - abo@larciergroup.com

www.larciergroup.com

Pour réagir ou soumettre un article / In order to respond or submit an article : riscf@larciergroup.com

© Groupe Larcier s.a., 2014

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Imprimé en Belgique

ISSN : 2295-4058

Numéro 2014/1

SOMMAIRE

Éditorial

Présentation de la *Revue internationale des services financiers* 5
Thierry BONNEAU

Présentation du thème du colloque 7
Régis VABRES

Dossier : la protection des actifs de l'investisseur

I. Le rôle des prestataires dans la protection des actifs de l'investisseur

I.A. Le rôle du gestionnaire

La prise en compte de l'intérêt des investisseurs dans la politique d'investissement des gestionnaires 11
Jean-Marc MOULIN

La protection des actifs des investisseurs dans les fonds d'investissement en droit canadien 18
Stéphane ROUSSEAU

Garantir le remboursement des investisseurs par la gestion du risque de liquidité des fonds 25
Isabelle RIASSETTO

Le principe de la personne prudente dans le cadre de la directive Solvabilité II 34
Gilles KOLIFRATH et Anaïs FOURNIER

I.B. Le rôle du dépositaire

La responsabilité du dépositaire en droit de l'Union européenne 41
Katrin DECKERT et Anastasia SOTIROPOULOU

La délégation de fonction de dépositaire dans le cadre des directives OPCVM et AIFM 50
Fabrice BUISSIÈRE

II. La garantie des actifs de l'investisseur en cas de défaillance des prestataires

II.A. Surveiller les acteurs

Surveillance des dépositaires centraux et protection des titres des participants 55
Anne-Claire ROUAUD

Le rôle de la Banque centrale européenne dans la prévention des défaillances des établissements de crédit 61
Philippe ALLARD et Geneviève HELLERINGER

II.B. Préserver les actifs

La protection des dépôts bancaires à l'étranger 67
Myriam ROUSSILLE

Le transfert des actifs dans le cadre de la résolution des difficultés des établissements financiers 75
Caroline HOUIN-BRESSAND

La protection des actifs de l'investisseur - Rapport de synthèse 82
Pauline PAILLER

Chroniques

I. Régulation financière

I.A. Régulation européenne

Adoption de la directive 2013/50/UE du 22 octobre 2013 : modification des dispositions relatives aux franchissements de seuils 88
Caroline COUPET

Agences de notation et droit européen : renforcement du cadre réglementaire 92
Konstantinos SERGAKIS

I.B. Régulation comparée

Les habits neufs du régulateur : analyse du projet
d'une nouvelle institution financière au Chili.....97
Matías LARRAIN

Recent Reforms of Financial Regulation in Russia :
Legal Aspects102
Natalia ERPYLEVA et Peter VISHNEVSKIY

The new argentine capital market's legal regime... 107
Gabriela BINDI

I.C. Régulation internationale

II. Régulation bancaire

II.A. Régulation européenne

II.A.1. Organisation bancaire

Adoption du paquet CRD IV : le nouveau cadre euro-
péen des établissements de crédit114
Myriam ROUSSILLE

Réforme structurelle du secteur bancaire : État des
travaux sur la réforme structurelle du secteur ban-
caire de l'Union européenne.....115
Anne-Claire ROUAUD

Redressement et résolution des établissements de
crédit : Un nouveau pas vers l'adoption d'un régime
européen de résolution des établissements de crédit
.....117
Anne-Claire ROUAUD

Union bancaire : Première étape dans la mise en
place de l'union bancaire européenne : adoption du
mécanisme de surveillance unique (MSU)118
Anne-Claire ROUAUD

Mécanisme de résolution unique : Les choses
avancent aussi du côté du mécanisme de résolution
unique120
Anne-Claire ROUAUD

II.A.2. Opérations des banques

Services de paiement.....121
Caroline HOUIN-BRESSAND

Système bancaire parallèle : la Commission affiche
une volonté ferme.....123
Myriam ROUSSILLE

II.B. Régulation comparée

II.C. Régulation internationale

Vers un recul du secret bancaire au nom de la trans-
parence fiscale ? Signature par la Suisse et par
Andorre de la convention OCDE concernant l'assis-
tance administrative mutuelle en matière fiscale telle
qu'amendée par le protocole de 2010..... 124
Juliette MOREL-MAROGER

Évolutions du cadre réglementaire institué par le
Comité de Bâle 125
Juliette MOREL-MAROGER

III. Régulation assurantielle

III.A. Régulation européenne

Accord d'étape sur la directive « Omnibus II » ... 128
Pauline PAILLER

Le consommateur et les produits d'investissement
assurantiels 129
Pauline PAILLER

Joint position of the European Supervisory Authori-
ties on Manufacturers' Product Oversight and Gover-
nance Processes, JC-2013-77..... 132
Pauline PAILLER

Pratiques commerciales déloyales et « offres
conjointes » incluant des services financiers (CJUE,
1^{ère} ch., 18 juill. 2013, aff. C-265/12, *Citroën Belux c.
Federatie voor Verzekerings- en Financiële Tussenper-
sonen (FVF)*) 133
Jérôme CHACORNAC

Principe de liberté tarifaire et règles nationales
d'indexation du calcul des primes (CJUE, 4^e ch.,
7 mars 2013, aff. C-577/11, *DKV Belgium SA*) 136
Jérôme CHACORNAC

III.B. Régulation comparée

Chronique de droit sud-américain

Colombie - La réglementation prudentielle des assu-
rances en Colombie et la création du RAIMAT .. 139
Daniel ROJAS TAMAYO

Panama 140
Miguel MONTIEL

La lutte contre le blanchiment d'argent dans le secteur de l'assurance au Mexique 142

Rafael IBARRA GARZA

III.C. Régulation internationale

Compte rendu des Travaux de l'International Association of Insurance Supervisors (IAIS), oct. 2013 : "Supervision of Cross-Border Operations through Branches" 144

Jérôme CHACORNAC

IV. Régulation intersectorielle

IV.A. Stabilité du marché

IV.B. Intégrité du marché

Lutte contre le blanchiment et financement du terrorisme (normes LBC/ FT) : les listes des juridictions établies par le GAFI 149

Anne-Dominique MERVILLE

Les établissements financiers face au risque de corruption (UK Bribery Act et recommandations GAFI) 152

Anne-Dominique MERVILLE

Uncertainty on evidence of market manipulations committed through high frequency trading 155

Martin HORION

V. Fiscalité des services financiers

V.A. Fiscalité directe (libertés au sein du marché intérieur)

CJUE, 6 juin 2013, *Commission européenne contre Royaume de Belgique*, aff. C-383/10 159

Régis VABRES

V.B. Fiscalité indirecte (taxe sur la valeur ajoutée)

CJUE, 7 mars 2013, *GfBk*, aff. C-275/11 161

Régis VABRES

CJUE, 18 juillet 2013, *PPS Holding*, aff. C-26/12 163

Régis VABRES

CJUE, 12 septembre 2013, *Le Crédit Lyonnais*, aff. C-388/11 164

Régis VABRES

V.C. Fiscalité comparée

Notices bibliographiques

Caveat investor ! - Brèves réflexions sur l'ouvrage La protection de l'investisseur sur le marché financier 169

Régis BISMUTH

RECENT REFORMS OF FINANCIAL REGULATION IN RUSSIA: LEGAL ASPECTS



Natalia ERPYLEVA
LL.M. (University of London),
Ph.D. (Moscow State University),
S.J.D. (Russian Academy of Civil
Service), Professor, the Head of the
Department of Private
International Law, Faculty of
Laws, National Research
University "The Higher School of
Economics"

&



Peter VISHNEVSKIY
Ph.D. student, the Department
of Private International Law,
Faculty of Laws, National
Research University "The Higher
School of Economics"

According to the OECD Policy Framework for Effective and Efficient Financial Regulation, financial regulation is a financial sector policy instrument, which "can set out, in clear, pre-determined fashion, certain outcomes for participants in the financial system" or "can seek to influence the behavior and action of participants through compulsion, the alignment of risks and incentives, and the establishment of governmental expectations"⁽⁵⁹⁾. The Russian Federation, while being perfectly good in influencing the behavior of market participants, both local and, especially, foreign, has not always been able (or willing) to set the definite outcomes for their actions. In early 1990s, when the Soviet centralised financial system was abolished, the first laws to govern Russian financial market were passed. At first, not all the spheres in financial market were regulated: there were times when financial market participants were transacting without any laws at all, resulting in massive frauds and public concern. The tragic outcomes of voucher privatization in Russia hampered greatly the public opinion on the vices and virtues of the financial market⁽⁶⁰⁾. *Laissez-faire* was, and still is not, a proper word for the Government's policy in the Russian financial market.

59. OECD. Policy framework for effective and efficient financial regulation, 2010, p. 20.

The 2008 financial crisis refocused the Government's policy on the importance of sound financial market regulation. Following the shaping global political trend⁽⁶¹⁾, the Russian Government decided to redesign the regulation of financial markets. Amongst numerous governmental initiatives emerged during the following years⁽⁶²⁾ one is the most notable: "Strategy of the Development of the Financial Market of the Russian Federation 2008" (hereinafter – Strategy)⁽⁶³⁾.

“In 2013, the Strategy gained momentum in the creation of the “mega-regulator”, an agency responsible for the whole financial market.”

60. See, e.g., M. BOYCHKO, A. SHLEIFER, R.W. VISHNY, "Privatizing Russia", (1993) 2, *Brookings Papers on Economic Activity*, 139-192; H. APPEL, "Voucher privatization in Russia: structural reforms and mass response in the second period of reform", (1997) 49 (N 8) *European Studies*, 1433-1449. According to the official data, by 1995 only 4 % of the population was ready to invest in securities. See, "Concept of the Development of the Securities Market in the Russian Federation" adopted by the Order of the President of the Russian Federation N 1008 of 1 July 1996.

61. See, e.g., S. GADINIS, "From independence to politics in financial regulation", *California Law Review*, 2013.

62. See, e.g., "Action plan aimed at recovery of the situation in the financial sector and separate sectors of economy" adopted by the Decree of the Government of the Russian Federation 2008 N 4863-p of 6 November; "Program of counter-crisis measures of the Government of the Russian Federation for 2009" adopted by the Government Meeting, Protocol N 11 of 9 April 2009; "Main measures of the Government of the Russian Federation and the Central Bank for the recovery of the Russian Economy in 2009" (appendix to the "Program of counter-crisis measures of the Government of the Russian Federation for 2009"); "Action plan of realization of the Program of counter-crisis measures of the Government of the Russian Federation for 2009" approved by the Decree of the Government of the Russian Federation N 2802-p of 19 June 2009; Federal law of the Russian Federation "On the report of the Government of the Russian Federation and information of the Central Bank on realization of measures on support of the financial market, banking system, labour market, sectors of economy of the Russian Federation, social support of the population and other measures of social policy" N 102-FZ of 3 June 2009; "Main directions of counter-crisis actions of the Government of the Russian Federation for 2010" adopted by the Government Meeting, Protocol N 42 of 30 December 2009.

The Strategy was aimed to create an international financial centre at the heart of the Russian Federation⁽⁶⁴⁾. During 2008-2012 the Government managed to keep up with the adopted schedule. Three main authorities responsible for the implementation of the Strategy – the Federal Service for Securities Market (FSSM), the Russian Central Bank (Central Bank) and the Ministry of Economic Development – mutually developed and introduced into the Russian Parliament different laws modernising Russian financial regulation. Within the said period the laws on clearing and netting⁽⁶⁵⁾, on national payment system⁽⁶⁶⁾, on central depository⁽⁶⁷⁾, and others⁽⁶⁸⁾ were passed, as well as many other rules and regulations of the relevant governmental agencies intended to specify these laws.

In 2013, the Strategy gained momentum in the creation of the “mega-regulator”, an agency responsible for

the whole financial market. This revolutionary shift was coupled with the changes in securities laws, the Russian Civil Code reform, and heated discussions on the merger of two higher Russian courts.

I. Creation of the “mega-regulator”

The idea of single financial regulator is not new to the international community. The world’s general tendency is to create so-called “mega-regulators”⁽⁶⁹⁾ or “single regulators”⁽⁷⁰⁾ responsible for the whole financial market. Such agencies were established in UK (Financial Conduct Authority (FCA) and the Prudential Regulation Authority (PRA) of the Bank of England⁽⁷¹⁾), Switzerland (Financial Market Supervisory Authority), Singapore (Singapore Monetary Authority), Germany (Federal Financial Supervisory Authority) and others. In some countries, however, e.g., Canada, China, US there is still no “mega-regulator”.

Noteworthy, the first body to mention the need for single supervising body in Russian financial market

63. “Strategy of the Development of Financial Market of the Russian Federation for the period until 2020” adopted by the Decree of the Government of the Russian Federation N 2043-p of 29 December 2008. The Strategy was preceded by a mid-term program for the period of 2006-2008 initiated by the Federal Service for Securities Market which aimed to “modernise institutes and instruments of the financial market in growing globalization of the world financial system, growth of internationalization of the securities markets, spreading of cross-border investment transactions and strengthening of competition amongst the world’s biggest financial centres”. As a result of the said program, *inter alia*, derivative transactions became enforceable (Art. 1062 of the Civil Code of the Russian Federation, as amended), and the term “qualified investor” (similar to US law term “sophisticated investor”) was introduced into the Russian law.
64. The strategy was extensively analysed and commented by the World Bank. See, “The World Bank. Russian Federation. Analysis and Diagnosis of the Financial, Regulatory and Industrial Policies Required for Becoming an International Financial Centre”, 2012. It should be noted, that Russia is not the only country endeavouring to modernize its financial market. See, e.g., R. BOLLEN, “Recent developments with banking services in developing countries”, (2009) 24:10, *Journal of International Banking Law and Regulation*, 509-524.
65. Federal law of the Russian Federation “On clearing and clearing activity” N 7-FZ of 7 February 2011. The law sets forth the foundation for clearing and its supervision within the territory of the Russian Federation. For the role and importance of clearing houses in financial markets, especially in derivatives market, see, e.g., Y. YADAV, “The problematic case of clearing houses in complex markets”, (2013) *Georgetown Law Journal*.
66. Federal law of the Russian Federation “On national payment system” N 161-FZ of 27 June 2011. The law is mainly aimed to create favourable conditions for the development of local electronic payment instruments. See, e.g., A. BARMIN, V. BRYXA, A. SHISHLOV, “Russia and its new regulated e-payment structure”, (2011) *E-finance & Payments Law & Policy*. For the role of central clearing counterparties and their contribution in the regulation of financial markets see, e.g., K.N. JOHNSON, “Governing financial markets: regulating conflicts”, (2013) *Washington Law Review*.

67. Federal law of the Russian Federation “On central depository” N 414-FZ of 7 December 2011 (hereinafter – the Law on Central Depository). The Law on Central Depository does not establish a single, all-Russian depository, as it may seem from the name of the law: it sets forth the rules for obtaining the status of a central depository in the Russian Federation. The law established the foundations for turnover of intermediated securities (for the concept of intermediated securities *refer to*, e.g., L. THEVENOZ, “Intermediated Securities, Legal Risk, and the International Harmonisation of Commercial Law”, (2007)). Starting from 2012 foreign depositories were granted access to the Russian securities market with the adoption of certain amendments to the Law on Central Depository. At the moment 75 foreign depositories, clearing houses and foreign exchanges were granted access to the Russian market (See, Order of the Federal Service on Securities Market “On approval of the List of foreign organizations, for which a central depository opens depot accounts of a foreign nominal holder” N 12-65/pz-n of 27 July 2012). A central depository also acts as a tax agent for dividend and interest payments (previously it was the issuer of securities who was responsible to withhold tax payments).
68. E.g., at the end of 2012 a huge law was passed aimed, amongst others, to simplify the procedures for securities’ issuance for those companies which shares are already listed on stock-exchange, and specified the rules for payment of dividends and interests by a central depository to foreign investors (See, Federal law “On amendment of certain legislative acts of the Russian Federation and on cancellation of certain provisions of legislative acts of the Russian Federation” of 29 December 2012).
69. “Handbook of International Banking”, (2003) 10.
70. See, e.g., E. FERRAN, “Examining the United Kingdom’s experience in adopting the single financial regulation model”, (2003) *Brooklyn Journal of International Law*.

was a financial consultant employed by the FSSM in 1999⁽⁷²⁾. Nevertheless, it was only in 2008, after the adoption of the Strategy, when the idea of mega-regulator received the Government's support. The mega-regulator was purportedly to be established on the base of the Ministry of Finance, the FSSM or the Russian Central Bank⁽⁷³⁾ (hereinafter – RCB). Notwithstanding the lengthy discussions, starting from September 2013 the RCB became a supervisor of the whole financial market in Russia⁽⁷⁴⁾. The RCB is now responsible for banking, insurance and securities market sector, and has broad authorities for supervision in the securities market, which includes, *inter alia*:

- surveillance of non-credit financial institutions (including insurance, clearing and micro-financial organizations⁽⁷⁵⁾, non-governmental pension funds, open-end funds, etc.), securities issuers, joint-stock companies, rating agencies);
- protection of the rights and lawful interests of the shareholders and investors in the financial market, insured persons and beneficiaries as well as investors and participants in non-state pension schemes.

Additionally, the RCB is now vested with the authority to cooperate with the foreign regulators on various matters⁽⁷⁶⁾. Such cooperation may be made available

pursuant to international treaty between the Russian Federation and the relevant foreign state, a bilateral agreement between the RCB and a foreign financial regulator, and multilateral memorandum of understanding on consultations and cooperation and exchange of information with an International Organisation of Securities Commissions. However, the RCB still shares the insurance market with the Government: mandatory and state insurance will remain in exclusive domain of the Government, while commercial insurance will be supervised by the RCB.

“Now the RCC distinguishes two types of securities: documentary and non-documentary securities”

II. Reform of the Russian Civil Code: securities

Following the adoption of the Strategy, in 2009 the President of the Russian Federation came up with the concept of a reform of the Russian civil legislation. On 7 December 2009 the President's Council on codification and improving civil legislation adopted “Concept of the development of civil legislation of the Russian Federation” (hereinafter – the Concept)⁽⁷⁷⁾. Starting from 1 October 2013 the Russian Civil Code (hereinafter – the RCC) was enlarged by a new chapter subtitled “Securities”⁽⁷⁸⁾. Now the RCC distinguishes two types of securities: documentary and non-documentary securities⁽⁷⁹⁾. The RCC was amended to include the rules on creation, discharge (including pledge), transfer, and enforcement of rights under securities, and also on relations between the issuer, the holder and the securities' registrar.

71. Previously the body responsible for financial regulation in the United Kingdom was the Financial Services Authority, however, starting from 1 April 2013 after the adoption of The Financial Services Act 2012, the functions of this body were transferred to the FCA and the PRA. The FCA regulates the financial services industry in the UK. Their aim is to protect consumers, ensure the industry remains stable and promote healthy competition between financial services providers. The PRA is a part of the Bank of England and responsible for the prudential regulation and supervision of banks, building societies, credit unions, insurers and major investment firms. It sets standards and supervises financial institutions at the level of the individual firm.
72. Y. MIRKIN, “All the power in one hand”, (2000) 14 *Securities Market Journal*.
73. K. PYLOV, “Financial mega-regulator in Russia: the final decision is ahead”, (2013) 56 *PROGRES Newsletter*.
74. Federal law “On introduction of changes in certain legislative acts of the Russian Federation in connection with the transfer to the Central Bank of the Russian Federation of the powers on regulation, control and supervision in the sphere of financial markets” (Law) N 251-FZ of 23 June 2013.
75. Although any professional activity in the Russian financial market is licensed activity, micro-financial organisations enjoy simple registration procedures. Micro-financial organizations are legal entities entitled to grant loans not exceeding 1 000 000 RUB (approximately 23.000 EUR), they are not, however, entitled to take deposits. Micro-financial organizations must be registered with the Central Bank. See, Federal law of the Russian Federation “On micro-financial activities and micro-financial organisations” N 151-FZ of 2 July 2010.
76. Article 51.1 of Federal law “On Central Bank of the Russian Federation (Bank of Russia)”, as amended.

77. The concept is mainly the summary of the President's council work on identifying the flaws of the RCC based on the views of Russian legal practitioners, governmental authorities, development of the court and business practice. The concept was reflected in the draft law on amendment of the RCC which was introduced into the Russian Parliament at the end of 2012. The law was so huge that the Parliament decided to split it into separate blocks and pass the blocks gradually. The law contains a set of amendments on general concepts of civil legislation, legal persons, civil law objects, transactions, limitation periods, property, security of obligations, different types of contracts, private international law, intellectual property and some others.

Additionally, the law now contains special rules on *bona fides* holders of documentary securities (Art. 1471 of the RCC). Firstly, if a documentary security was unlawfully transferred to a third party, the previous holder (creditor) of such security may enforce its rights using an *actio in rem*. Secondly, if a new holder of the documentary security is a *bona fides* holder, the creditor may not demand from the latter the security back, if (i) such security is a “bearer security” – irrespective of what right it confirms, and (ii) if it is an “order security” (e.g., bills of exchange) or “registered security” (registered securities are not only those registered in special registrar, but also those, the holder thereof obtained the security by the way of cession) – if such securities confirm monetary right. Thirdly, a *bona fides* holder may also be required to transfer the security back to the initial creditor as well as all the sums obtained under the security only from the moment when he knew or should have known (e.g., by way of a court notice) of the fact that the security was transferred unlawfully. However, if the new holder is not a *bona fides* holder, i.e. if he initially knew of the unlawfulness of the transfer, he is also liable for the damages incurred by the initial creditor. Generally, the adoption of a new chapter of the RCC on securities is a good sign for securities’ turnover. However, the practice on application and interpretation of the new provisions is yet to come.

III. Strengthening protection of bondholder rights

In line with the amendments to the RCC, the Parliament passed another law intended to strengthen the rights of bondholders, and to introduce some generally accepted practice on turnover of bonds. Thus, the Federal law “On implementation of changes into the Federal Law “On securities market” and separate legislative acts of the Russian Federation” N 210-FZ of 23 July 2013 (hereinafter – the Law) introduced certain changes into the Law on securities market⁽⁸⁰⁾ related to protection of bondholders’ rights, including the rules on: bondholders’ meetings (BM); bondholders’ representative (trustee)⁽⁸¹⁾; bonds redemption and acceleration⁽⁸²⁾. The rules will come into force from 1 January 2014. The BMs are conducted at the issuer’s expense and are similar to that of shareholders⁽⁸³⁾. Only the relevant depository or registrar may conduct the BM. The specific rules for conduct of BM will be additionally established by the Central Bank. A BM may be convened by (i) the issuer, (ii) the trustee, or (iii) a bondholder(s) holding 10 % of the issued bonds. The exclusive competence of BM is established by the Law on securities market. The BM has the following authorities:

78. This chapter was preceded by discourse in Russian academic circles. See, e.g., D.I. STEPANOV, “On the theory of securities in Russia and on the theory of notions in general. Reflection on importance of dogmatic studies”, (2010) 10:4, *Civil Law Review*, 58-96; see also, V.A. BELOV, “Modern state and perspectives of development of civil law theory of securities”, (2010) 10:4, *Civil Law Review*, 22-57. According to the Concept, this chapter seeks to consolidate the rules contained in different laws and to formulate a core part of the rules on securities transactions.

79. According to paragraph one of Art 142.1 of the RCC “documentary securities are the documents complying with the legal requirements and certifying contractual and other rights, exercise or transfer of which are possible only by presentation of such documents”. According to paragraph two of Art. 142.1 “non-documentary securities are contractual and other rights contained in the decision on issuance or any other act of the person issued the securities in accordance with the requirements of law and exercise and execution of which are possible only in compliance with the rules on their recording”. The reason for distinction between two types of securities is a special regime for establishment, transfer, pledge, termination and protection of rights different for each type of securities. Additionally, the securities may only be those, which are expressly indicated in the law as such. The RCC identifies such types of securities as share, bill of exchange, mortgage deed, a share in an open-end investment fund, bill of lading, bond, cheque.

80. Federal law of the Russian Federation “On securities market” N 39-FZ of 22 April 1996 (hereinafter – the Law on securities market).

81. The term “trustee” is not used in the Law and is introduced herein for convenience only. However, it appears that the “bondholders’ representatives” are similar to “trustees” in a common law sense for two reasons. Firstly, a trustee is responsible for opening and managing a separate account opened for the benefit of the bondholders, which is immune from private creditors of the trustee (Art. 29.3 of the Law on securities market (as amended by the Law)). Secondly, the trustee has certain fiduciary duties and authorities including the right to sue on behalf of bondholders (Art. § 29.1 (9) and (11) of the Law on securities market (as amended by the Law)).

82. In common law practice these rules are referred to as “collective action clauses” and are usually included in the prospectus. See, e.g., M. GUGIATTI, A. RICHARDS, “The Use of Collective Action Clauses in New York Law Bonds of Sovereign Borrowers”, (2004) *Georgetown Journal of International Law*.

83. This rule was criticized by Russian practitioners. It was said that it overtly creates a conflict of interests where a trustee is paid by the issuer to act in a third party’s interests – bondholders. See, e.g., A.S. SELIVANOVSKIY, M.E. SELIVANOVSKAYA, “General meeting and representation of bondholders: in whose interest”, (2011) 10, *Zakon*. In common law jurisdiction, however, it is widely accepted that the issuer covenants directly with the bondholders in the bonds and gives the trustee a parallel payment covenant. See, e.g., P.R. WOOD, *Law and Practice of International Finance*, London, Sweet & Maxwell (2008), 184.

- to give consent to amend the prospectus, except where such right is given to trustee in accordance with point 5 below;
- to waive bondholders' rights (i) to demand early repayment, (ii) to enforce security (in secured bond issuance);
- to waive bondholders' rights to apply to a court;
- to give consent to the termination (set-off) of the obligations under the issued bonds;
- to transfer the right referred in point 1 above to the trustee;
- to appoint a trustee.

The decisions of the BM are binding upon all the bondholders. Certain types of bondholders (e.g., the issuer which is a bondholder, the bondholder affiliated with the issuer, persons which are security-providers (in a secured bond issuance)) are barred from voting at BM. The voting requirements are as follows: simple majority is required for the matter in point 6 above; three fourth – points 1, 2, 4, 5 above; nine tenth – point 3 above.

“The Law reflects an overall tendency to keep up with the internationally accepted practice”

The issuer is entitled (and in certain cases is obliged)⁽⁸⁴⁾ to appoint a trustee. However, bondholders may at any time at their own discretion reappoint another trustee. The list of the trustees will be maintained by the CBR. There are certain requirements, which the trustee must meet. Firstly, the trustee must be either: (i) broker, dealer, depositary, manager, managing company of the joint-stock investment funds, open-end funds and non-governmental pension funds, credit institution; or (ii) other legal entity established under the laws of the Russian Federation and existing not less than 3 years. Secondly, the trustee

must not be affiliated with an issuer. Thirdly, the trustee must act reasonably and in good faith. The trustee acts on the basis of (i) the decision on bonds issuance and (ii) the agreement between the trustee and the issuer. The Law contains a detailed list on the rights and obligations of the trustee⁽⁸⁵⁾.

The Law introduces certain conditions for bonds redemption and acceleration. The issuer may, and in cases provided for in the prospectus, is obliged to redeem the bonds. The redemption must be made equally, and the bondholders must present their claims within the period of not less than five days. The prospectus may stipulate that either the issuer or the bondholders may accelerate the bonds. However, where there is a *material breach* on the part of the issuer, the bondholders have a statutory right to demand early repayment. According to Art. 71.1(5) of the Law on securities market (as amended), the following is regarded as *material breach* on the part of the issuer:

- non-payment of interest for more than ten working days (the lesser period may be set forth in the terms of the bonds (notes));
- non-payment of a part of the nominal value of the bonds for more than ten working days (the lesser period may be set forth in the terms of the bonds (notes)) – where the payment of nominal value is to be made in parts;
- failure to redeem bonds for more than ten working days (the lesser period may be set forth in the terms of the bonds (notes)) – where such redemption is set forth in terms of the bonds;
- any security provided under the terms of the bonds (notes) worsens or ceases to exist.

The issuer must make repayments on bonds within seven days after the demand. Although it took almost four years to pass the Law⁽⁸⁶⁾, it marks a step forward in Russian financial market regulation. The Law reflects an overall tendency to keep up with the internationally accepted practice, although in a peculiar fashion – standing somewhere between the civil law and common law traditions.

84. According to Article 29.1 (2) of the Law on securities market (as amended by the Law) starting from 1 June 2016 the appointment of bondholders' representative will be mandatory for the issuer if (a) the bonds are issued by (i) an open subscription or (ii) a closed subscription amongst more than 500 persons (excluding qualified (sophisticated) investors); (b) the bonds are listed on a stock exchange (excluding bonds issued to qualified (sophisticated) investors).

85. In general, the trustee acts in the interests and on behalf of the bondholders (monitors the performance of the issuer's obligations, protects the bondholder rights) and represents the bondholders in relations with the third parties (the issuer, governmental authorities, courts, etc.). The trustee is also responsible for handling a special account on behalf of the bondholders whereto the issuer transfers the bond payments as well as trustee's remuneration.

86. The Law was firstly introduced to the Russian Parliament in 2009.

IV. Merger of Higher Courts

One of the fundamental reforms on the constitutional level, which, although not being strictly in line with the reforms in Russian financial market, but due to its high importance cannot be omitted herein, is the merger of two Russian higher courts: the Supreme Court of the Russian Federation (considering cases on civil matters) and the Supreme Arbitrazh Court of the Russian Federation (considering cases on commercial matters)⁽⁸⁷⁾. The new united court, the Supreme Court of the Russian Federation, will be responsible for two branches of civil procedure and for formulation of common judicial practice. The merger of two higher courts will help not only to eliminate discrep-

ancies in current court practice, but also to avoid future uncertainties in the shaping of commercial market regulation.

87. See, Draft Federal law "On the amendment to the Constitution of the Russian Federation on the Supreme Court of the Russian Federation and Office of Public Prosecutor of the Russian Federation" N 352924-6. On the issues of Russian court system see, e.g., E. KORYAKINA, "Investors or foreign contracting parties and the Russian judicial system", (2004) 5 *International Business Law Journal*, 637-649; N.E. O'DONNELL, K.Y. RATNIKOV, "Dispute Resolution in the Commercial Law Tribunals of the Russian Federation: Law and Practice", (1997) *North Carolina Journal of International Law and Commercial Regulation*; K. HALVERSON, "Resolving Economic Disputes in Russia's Market Economy", (1996) *Michigan Journal of International Law*.

THE NEW ARGENTINE CAPITAL MARKET'S LEGAL REGIME



Gabriela BINDI
*Founding partner at Bindi
Abogados*

Last November 29th, 2012 the Capital Markets Law 26.831 ("CML") was passed in Argentina which modified the public offering regime set forth by the former Law No. 17, 811 ("POL").

The CML was the first part of a group of several new rules, that would be completed almost ten months later after it has been passed, with the issuance of Decree 1023/13 on July 29th, 2013 and the new National Securities Commission's regulations ("Ordered New Rules 2013"), recently issued as of September 5th, 2013. All these new rules (together, the "New Rules") came to complete the new capital market legal scheme for our market and finally came into force.

Although most of the amendments confirmed/ratified some previous rules in force at the time of CML was passed, and from this point of view there were no big changes nor novelties in terms of regulation, the CML introduced the deepest reform on domestic market structure in the last thirty years. It was literally the end of the self-regulation set forth in POL, that has been ruled the Argentine market for the last three decades. The CML sought to govern not only the capital market players but also, the publicly offered securities and subject to the National Securities Commission, known

as Comisión Nacional de Valores ("CNV") the regulation and monitoring of all them.

The CML changed the old structure and organization of capital markets in Argentina and as it was commented before, abolished/terminated with the idea of self regulation, one of the most significant exchanges' achievements under the former regulation. This new legal perspective provoked several reactions, mostly critical, that continue at the time of this article, specially from those sectors affected by the new requirements, like agents, that threat to promote judiciary actions specially since CNV regulation was issued.

I. About the new legal scheme introduced by the CML

A. The Principles and Goals⁽⁸⁸⁾

One of the main ways to appreciate the philosophy, the spirit and the concept of a new regulation, is to explore, deeply, into its principles and goals. The CML introduced a renewed list of principles and goals, mainly focused on small investors protection and prevention of market abuses, promotion of a wider participation in the markets (*including union associations, professional organizations, etc.*), the fostering of electronic integration and federalization of our domestic market, and protection of consumer's rights and a bigger access to the market for SMBs companies. Those principles and goals, mostly in accordance with